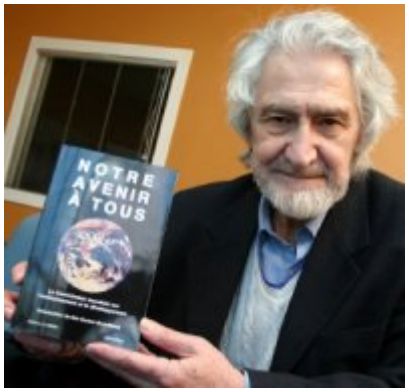


Interview de Roger Léger, éditeur du rapport Brundtland

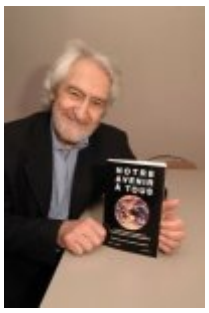
Roger Léger, pionnier du développement soutenable

2008

Roger Léger donne ici, pour Adéquation (qui diffuse en Europe le "Rapport Brundtland"), l'histoire de la publication en français de ce rapport de la Commission des Nations unies pour l'environnement et le développement. Il explique en quoi ce texte, resitué dans son contexte historique, garde toute son actualité, à une époque où la prise de conscience de la crise écologique et le débat autour de la notion de développement durable se font font chaque jour plus vifs.

Sommaire de cet article

- La publication en français du rapport Brundtland
- Développement soutenable ou durable ?
- Pertinence du concept de DD
- La situation écologique
- Le Canada et le protocole de Kyoto
- A suivre



La publication en français du rapport Brundtland

Pourquoi avez-vous décidé de publier le « Rapport Brundtland » en français après sa parution en anglais en 1987 ?

Parce que la Commission sur l'environnement et le développement, créée en 1983 par l'Assemblée générale des Nations unies et présidée par Mme Brundtland, faisait suite à deux autres grandes commissions d'enquête de la décennie précédente, celle sur les questions Nord-Sud, présidée par Willy Brandt, et celle sur les problèmes de sécurité et de désarmement, présidée par Olaf Palme. Mme Brundtland avait participé aux travaux préparatoires de la Commission Brandt et de la Commission Palme. Nul doute que le rapport de Mme Brundtland allait intégrer les résultats des deux enquêtes précédentes. Après, donc, les rapports *Programme pour la survie* de Brandt et *Sécurité pour tous de Palme*, devait venir celui de Mme Brundtland *Notre avenir à tous*. Il était impératif de connaître ce rapport et de le rendre accessible à toute la Francophonie.

D'autant plus nécessaire de publier ce rapport que cette question de l'arrêt de la destruction de l'environnement était pressante et globale, qu'elle touchait à tous les aspects de notre civilisation industrielle et qu'il était urgent non seulement de connaître les contours du problème à l'échelle planétaire, mais aussi de trouver des solutions qu'il était urgent de mettre en oeuvre. Je savais plus ou moins que cette destruction de l'environnement avait sa source dans notre modèle de développement économique même, pratiqué tant dans les sociétés capitalistes que dans les sociétés dites socialistes et que protéger cette Terre fragile et assurer en même temps un bien-être à tous ceux et celles qui l'habitent était le grand défi posé à l'humanité en cette fin du 20e siècle. Le défi de conjuguer la protection de l'environnement avec le développement nécessaire de nos sociétés : comment arrêter la croissance économique aveugle qui détruit l'environnement et, en même temps, assurer un bien-être à tous les peuples de la terre ? Tout cela me semblait être une recherche de la quadrature du cercle ! Et la Commission, présidée par Mme Brundtland, avait reçu le mandat de résoudre l'énigme !

Dans le milieu du développement durble, peu de gens connaissent les conditions de la traduction et de la publication de rapport Brundtland en français. Comment cela s'est-il passé ? Est-ce qu'il y a eu plusieurs versions ? Qui a fait la traduction officielle en français ?

J'avais donc hâte de lire le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. J'apprenais à l'automne 1987 que le rapport de la Commission venait d'être publié à Oxford University Press, en mai. J'ai donc appelé le *Center for Our Common Futur* à Genève, qui avait pris la relève de la Commission Brundtland, en janvier 1987, pour faire le suivi du *Rapport Brundtland*. Mon intention n'était pas de publier la version française du rapport mais de savoir auprès de quel éditeur français je pouvais m'en procurer un exemplaire. Et c'est ainsi que j'apprenais, à ma grande stupéfaction, qu'il n'était pas disponible en français et qu'aucun éditeur de langue française ne s'était encore pointé pour en faire la publication et le rendre disponible à toute la Francophonie.

C'est alors que, sur le champ, j'annonçai à Mme Ellen Permato, responsable des communications au *Center for Our Common Futur* à Genève, que j'en ferais bien volontiers l'édition française. Pour la petite histoire, ce fut une explosion de joie de la part de Mme Permato, qui acquiesça immédiatement à ma demande et me communiqua les coordonnées de M. Mulgan, responsable des *International Rights* chez *Oxford University Press*, à qui la Commission avait donné les droits d'édition du *Rapport Brundtland* dans toutes les langues. Je téléphonai sur le champ à M. Mulgan et le tout s'est conclu par téléphone le jour même, sous réserve de la signature du contrat d'édition. J'obtins une copie de la traduction française du *Rapport Brundtland*, traduction faite sous l'égide de la Commission, comme toutes les autres traductions et je la « mis en production », comme on dit dans le jargon des éditeurs d'ici, sans m'informer plus avant si cette traduction était valable.

Heureusement, M. Mulgan m'appelait quelques jours après notre entretien téléphonique pour m'annoncer qu'on avait dû arrêter l'impression de l'édition espagnole parce que la traduction en

était inacceptable, et que, donc, il me fallait revoir attentivement la traduction française, car elle pouvait être aussi défectueuse que la traduction espagnole. Ce que je fis sur le champ. Et en effet, la traduction française n'était pas davantage publiable que ne l'était la traduction espagnole ! J'appelai Mme Permato pour lui faire part du problème. J'apprenais que je devais me débrouiller avec le texte que j'avais et qu'il n'existait pas d'autre version que celle que j'avais entre les mains.

Dans ces circonstances, je fis appel aux amis de l'Union québécoise pour la conservation de la nature et, sous la direction de Luc Gagnon, alors vice-président de l'UQCN, une équipe de six personnes s'est mise à l'œuvre pour revoir l'ensemble de la traduction. Je me suis réservé le chapitre d'introduction du Rapport intitulé "Une terre, un monde", un survol et le chapitre douze "Vers une action commune". Ce fut un travail de bénédictin ! Il y avait entre 200 et 300 fautes par chapitre de tous ordres et de toute grandeur ! On y travailla pendant deux longs mois. C'est la raison pour laquelle l'édition française ne parut qu'en mai 1988.

Le ministre québécois de l'Environnement de l'époque, M. Clifford Lincoln, tenait à participer à l'édition française du *Rapport Brundtland*. C'est ainsi que les trois premières éditions furent faites conjointement avec *Les Publications du Québec,* « le bras éditorial » du gouvernement du Québec. J'en fis trois éditions de 5 000 exemplaires chacune, entre mai 1988 et décembre 1989. Ce n'est que dans la troisième édition de 1989 que l'on retrouve la version française de l'Introduction de Mme Brundtland, qui n'avait pas été traduite par la Commission et qui n'apparaissait pas dans le texte que j'avais reçu en 1987. Il n'y a donc pas une version officielle en langue française du *Rapport Brundtland* qui serait différente de celle que j'ai réussi à compléter à l'hiver 1988, à Montréal.

Pourquoi, 18 ans après, avez-vous décidé de rééditer le Rapport Brundtland ? Est-ce qu'il se vend bien ?

On me pressait depuis quelques années de rééditer le *Rapport Brundtland*, puisqu'il n'était plus en circulation depuis 15 ans. Ce que je fis à l'automne 2005. Ce qui me surprend, c'est qu'il se vend infiniment moins bien qu'en 1988-1989, quand 5 000 exemplaires s'étaient envolés en 7 mois, en 1988. La distribution avait été très problématique en France, à l'époque. Et aujourd'hui les éditeurs ne semblent pas pouvoir se protéger du piratage…

À combien estimez-vous le nombre d'exemplaires de ce document fondateur du développement durable vendus en tout depuis le début ?

Le *Rapport Brundtland* a surtout circulé dans l'édition anglaise d'*OUP*. Je n'en connais pas le nombre exact. C'est par centaines de milliers d'exemplaires, selon ce que j'ai pu apprendre. En langue française, j'en ai fait 15 000 exemplaires qui se sont vendus en moins de deux ans, surtout au Québec. Et j'ai fait un tirage de 1000 exemplaires en novembre 2005. J'ai vu un exemplaire de l'édition allemande, mais je ne sais pas s'il y a eu d'édition en d'autres langues. Pourtant, la Commission avait commandé une vingtaine de traductions.

Développement soutenable ou durable ?

Est-ce l'expression « développement durable » qui est le plus répandue au Québec pour parler de *sustainable development* ?

Oui, bien sûr, c'est l'expression "développement durable" qui a été adoptée dès le début, au Québec. Mais peut-être est-il opportun, ici, de rappeler brièvement l'histoire de l'expression *développement soutenable* qui apparaît dans l'édition française du *Rapport Brundtland*, *NOTRE AVENIR À TOUS*. À l'hiver 1988, alors que je procédais à la correction de la version française faite par la Commission, je m'aperçus qu'on traduisait *sustainable development* différemment d'un chapitre à l'autre ; tantôt on utilisait *développement viable*, tantôt *développement rationnel,* tantôt *développement soutenable*. J'appelai Mme Permato, à Genève, afin de savoir quelle expression il convenait d'utiliser en français uniformément dans tout le rapport. Mme Permato soumit le problème à « un comité » et une semaine plus tard elle m'appelait pour me donner son verdict : traduire *sustainable development* par *développement soutenable*. Mais ce n'est pas l'expression qui a été retenue, comme on sait.

Pertinence du concept de DD

Il y a beaucoup de critiques en France sur la récupération du concept de développement durable, sur le fait qu'il est trop englobant et permet toutes les interprétations. Par exemple, les mouvements de « la décroissance » sont hostiles au développement durable. Pensez-vous que ce concept de développement durable soit encore utile, nécessaire ?

Absolument utile et totalement nécessaire ! Comme le sont les grands concepts de démocratie, de justice, de liberté, de droits de la personne ou, jadis, de socialisme, même si nous vivons dans des sociétés plus ou moins libres, justes ou démocratiques ! Il faut distinguer développement durable, qui est un processus, de l'objectif qu'il poursuit, la viabilité, la durabilité ou la « soutenabilité », que nous n'atteindrons jamais qu'imparfaitement. J.-J. Rousseau disait de la démocratie : « À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais ». Nous pouvons dire la même chose de ces autres grands concepts que nous essayons d'incarner dans nos lois et dans nos vies, la justice et la liberté et maintenant le développement durable. Nous ne les réaliserons jamais qu'imparfaitement. Nous sommes en marche. Il faut surtout être concret et ne pas s'enliser dans des discussions abstraites sur des concepts et sur des propositions impossibles à réaliser dans le court terme.

Nous nous entendons tous sur la nécessité absolue de vivre autrement, de produire autrement, de consommer moins. Et de cesser de détruire l'environnement. Il s'agit d'avoir des plans réalistes d'action pour sauver la planète. Il s'agit de croître (sic) et de se développer autrement. Quelque soit le vocable qu'on emploie pour nommer l'objectif et les actions nécessaires pour atteindre l'objectif, il n'y aura jamais une adéquation parfaite entre nos plans d'action et l'idéal à atteindre. Ce n'est pas une raison pour ne pas y tendre. L'expression développement durable est suffisamment englobante pour indiquer les deux grands objectifs qu'il faut poursuivre simultanément, celui de la protection de l'environnement conjugué au développement continu de nos sociétés. Il faut mettre nos énergies, il me semble, à trouver rapidement des solutions aux problèmes de la planète et non pas à discuter du sens des mots.

La situation écologique

Il y a consensus sur le fait que nos sociétés sont sur une pente dangereuse, certains diront qu'elles

vont inexorablement à la catastrophe finale, que la société industrielle moderne est condamnée à disparaître, qu'il y a « un risque apocalyptique d'un emballement climatique, » qu'il y a « une urgence planétaire. » Les avertissements ne manquent pas, ni non plus les idées pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous sommes fourvoyés.

Vous me permettrez de faire état de certaines des solutions évoquées par certains chercheurs, quitte à revenir là-dessus dans un autre texte. Les gouvernements pourraient imposer des taxes sur l'émission du gaz carbonique qui seraient suffisamment élevées pour éventuellement faire cesser l'usage des combustibles fossiles, comme le charbon, le pétrole et le gaz naturel, qui seraient remplacés par des sources d'énergie alternatives plus propres même si elles seraient plus coûteuses. Ou toutes autres mesures qui auraient le même effet. Le problème ne provient pas des moyens qu'on utilisera, mais des coûts et des bénéfices qui ne nous sont pas toujours entièrement connus.

D'autres chercheurs proposent un passage rapide et massif à l'énergie solaire. (*A solar Grand Plan, Scientific American*, 16 décembre 2007). D'autres encore font état de "dix solutions pour un changement climatique, dix possibilités d'écarter un changement climatique catastrophique". (*10 Solutions for Climate Change*, Scientific American, 26 novembre 2007)... qui me semblent être les dix travaux d'Hercule du 21e siècle. J'aimerais revenir sur toutes ces solutions proposées dans des textes plus élaborés au cours des prochains mois. Car il y a des solutions et nous allons réussir.

La gestion du changement climatique constitue, de toute évidence, la première expérience vraiment planétaire que l'humanité ait eu à faire au cours de son histoire. Beaucoup d'autres vont suivre. Toutes les solutions envisagées peuvent avoir des effets pervers insoupçonnés. Mais nous devons agir rapidement et radicalement. Nous savons suffisamment de choses pour poursuivre un développement durable. Tout en sachant que ni notre système solaire ni la planète Terre ne seront durables éternellement. Autant le concept de "Troisième culture" doit être le concept intégrateur du côté de la Pensée, autant le concept de développement durable doit l'être du côté de l'Action.

Selon vous : qu'est-ce qui s'est amélioré en matière écologique et sociale depuis l'époque de « Notre Avenir à Tous » ? Qu'est-ce qui s'est aggravé ?

Ce qui s'est amélioré ? La prise de conscience et les grandes études scientifiques. Ce qui s'est aggravé ? Les forêts et les bancs de poissons, par exemple, peuvent disparaître si nous n'agissons pas maintenant avant qu'il ne soit trop tard et les gaz à effet de serre (GES) et les guerres destructrices de l'environnement physique et social continuent de dévaster la planète. Les grandes maladies, la malaria, le sida, entre autres, peuvent être enrayées ou contenues. Le scandale innommable de notre civilisation ? On divertit nos ressources financières et humaines vers d'autres fins que l'élimination de la pauvreté, des maladies endémiques, des multiples injustices et inégalités ; nous vivons à une époque où la cupidité des plus riches est sans bornes, où l'on pense s'enrichir en produisant une pléthore de biens tout à fait inutiles ; des milliards vont au financement de guerres absurdes. Et on appelle ça une civilisation !

Le Canada et le protocole de Kyoto

Pourquoi le Canada est-il si critique envers le protocole de Kyoto et ne tient pas ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre ?

Marx ne disait-il pas qu'un gouvernement n'est que le comité exécutif du grand capital ? Tous les gouvernements sont sous influence. Le présent gouvernement conservateur minoritaire du Canada est idéologiquement à droite et sous l'influence, en beaucoup d'aspects, de la droite américaine la plus extrême. Le Canada aurait appuyé l'invasion américaine de l'Irak si le Parti conservateur de Stephen Harper avait été au pouvoir en 2003. La grande majorité de la population canadienne appuie le Protocole de Kyoto et tous les partis d'opposition à Ottawa, et tous les partis politiques du Québec. Le gouvernement libéral précédant celui dont on est affligé avait signé le protocole, mais n'avait pas fait le moindre geste significatif pour diminuer l'émission des GES. Il ne faut pas chercher midi à quatorze heures pour comprendre pourquoi le Canada est si critique envers le Protocole de Kyoto et ne tient pas ses engagements en matière de réduction des GES. Voir Marx.

Le Canada est l'un des pires contrevenants aux ententes sur le contrôle des gaz à effet de serre. Depuis 1990, principalement à cause des sables bitumineux de l'Alberta, l'émission des gaz à effet de serre a augmenté de 33% au Canada. Si nous incluons la déforestation dans cette équation, on atteint une augmentation de 54% ! Notre premier ministre donne comme excuse à son inaction le refus des grands pollueurs de la planète, les Etats-Unis, la Chine, de signer quelque entente contraignante que ce soit. Un argument des plus ridicules. Aucun gouvernement ne doit modeler son comportement sur l'inaction des autres. La planète a besoin de leaders courageux. Et d'une population avertie.

A suivre…

Est-ce que votre maison d'édition Lambda édite d'autres ouvrages sur les questions de développement durable, d'écologie ou de droits humains ?

Non. À 80 ans on est obligé de suspendre son vol. Au Québec, c'est l'excellente maison d'édition Éco-société qui fait ce travail.

Roger Léger (à suivre)

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article602